

LA CAMPAGNE DE MER NOIRE novembre 1918 - mai 1919

(D'après les notes rédigées par mon père)

Carte p.31

En évacuant la presqu'île de Gallipoli après l'échec des Dardanelles en 1916, les Alliés n'avaient pas manqué d'obturer le détroit en y mouillant quelques milliers de mines sous-marines. La Marine turque, même renforcée des croiseurs allemands Goeben et Breslau qui s'étaient réfugiés à Constantinople dans les premiers jours de la guerre, ne constituait pas un danger majeur. Néanmoins, on laissa en surveillance des détroits une force légère britannique basée sur la rade de Moudros, dans l'île de Lemnos, relevant de l'autorité supérieure du Commandant de notre Armée navale, Commandant en chef la Méditerranée.

Cette situation se trouva modifiée lorsque la Russie mit bas les armes en décembre 1917. L'armistice de Brest-Litovsk autorisait en effet les Allemands à occuper les ports de la mer Noire et leur livrait les bâtiments de guerre et de commerce qui s'y trouvaient.

L'escadre russe de la mer Noire n'était pas négligeable. Elle comprenait, entre autres, un cuirassé très moderne, le *Volta*, cinq contre-torpilleurs récents, et quatre sous-marins. En outre, plusieurs croiseurs légers étaient en construction avancée dans les chantiers de Nikolaïev, près de l'embouchure du Bug. Si la marine allemande exploitait ces ressources, la couverture laissée devant les Dardanelles devenait trop légère pour empêcher leur intrusion en Méditerranée, d'autant plus qu'il était à penser que les barrages de mines, mouillés deux ans auparavant, avaient perdu de leur efficacité.

Aussi, au début de Juin 1918, l'Amiral Gauchet, Commandant en chef, décida-t-il de constituer à Moudros une force plus importante, en adjoignant aux forces légères britanniques la 2ème escadre cuirassée française accompagnée de deux croiseurs cuirassés, de contre-torpilleurs et de sous-marins, l'ensemble placé sous

les ordres de mon père qui venait d'être promu Vice-Amiral. Bien entendu, dès que cette flotte fut arrivée à Moudros, l'Amirauté britannique y dépêcha un vice-amiral plus ancien, l'Amiral Calthorpe, pour marquer son influence prépondérante en mer Egée, mais sans lui donner d'autorité tactique en cas d'opération navale.

La menace allemande n'eut pas le temps de se concrétiser en raison de l'évolution rapide des opérations militaires en France et dans les Balkans. Bientôt, la Turquie, menacée par l'avance de l'armée alliée d'Orient et par l'armée britannique venant de Syrie, dut mettre bas les armes. L'Amiral Calthorpe, sans avertir les Français, négocia avec elle un armistice que notre Gouvernement, mis devant le fait accompli, chargea mon père de signer en son nom le 30 octobre, et le désigna comme Haut-Commissaire à Constantinople pour assurer l'exécution des clauses de l'armistice et la défense de nos intérêts en Turquie.

L'escadre franco-britannique de Moudros vint mouiller à Constantinople le 3 novembre. Elle y fut rejointe quelques jours plus tard par des unités légères italiennes et grecques pour marquer la solidarité des Alliés dans les opérations à venir.

L'entretien d'une escadre importante dans un pays aux ressources épuisées et les obligations militaires aussi bien que diplomatiques confiées au Haut-Commissaire étaient déjà une lourde charge pour un amiral dont l'Etat-Major n'avait pas été renforcé depuis qu'il avait quitté Corfou, où son escadre bénéficiait du concours des Services de l'Armée Navale dont elle faisait partie.

Mais, peu après, la signature de l'armistice du 11 novembre avec l'Allemagne, allait lui imposer d'autres missions et entraîner des implications dont le Gouvernement n'avait ni pressenti la complexité ni mesuré la disproportion avec les moyens dont l'escadre pouvait disposer.

L'armistice du 11 novembre obligeait l'Allemagne à rapatrier les troupes qui occupaient l'Ukraine et à nous remettre le matériel militaire et naval dont elles s'étaient emparées. Pour préparer l'exécution de ces dispositions, un détachement naval allié conduit par l'Amiral Calthorpe, partit aussitôt pour Sébastopol, pour

s'aboucher avec le Commandement allemand. Si la récupération du matériel pouvait s'effectuer facilement, l'évacuation des troupes allemandes se heurtait à de sérieuses difficultés. Il y avait alors, approximativement plus de 200.000 austro-allemands en Ukraine, sans compter des détachements moins importants au Caucase et dans le Turkestan. Les rapatrier par chemin de fer ne semblait guère possible étant donné l'état des voies et du matériel ferroviaire ; et pour le faire par mer, il fallait au préalable remettre en état de marche et armer les bateaux de commerce abandonnés sans équipages dans les ports d'Odessa et de Sébastopol, et ensuite leur trouver un port de débarquement d'où ils puissent regagner l'Allemagne.

La situation en Ukraine

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette situation était confuse. L'Ukraine, qui depuis quatre siècles subissait avec contrainte la domination de Moscou, avait appliqué à la lettre le manifeste marxiste incitant les peuples asservis à se rebeller contre leur oppresseur. Profitant des troubles qui agitaient Moscou et Petrograd, elle avait rompu avec le Gouvernement central, et constitué dans les grandes agglomérations des "directoires" locaux, théoriquement rattachés au Directoire National de Kiev, mais pratiquement isolés en raison de l'insécurité des campagnes ; aussi leur autorité ne dépassait-elle pas le périmètre des villes. Les paysans, très attachés à leur nation ukrainienne, mais opposés à la collectivisation des terres autant qu'au maintien des grands domaines agricoles, se montraient hostiles à ces directoires composés de bourgeois et de nobles qui ne désiraient que maintenir l'ordre social existant. Dans les villes elles-mêmes, la propagande socialiste et communiste avait fortement contaminé la population ouvrière, mais la présence des troupes allemandes la retenait de s'exprimer ouvertement.

Outre leur faible représentativité, les gouvernements locaux, en réclamant l'indépendance de l'Ukraine, s'opposaient aux intentions du Général Denikine, considéré par les Alliés comme chef du gouvernement provisoire de la Russie et qui, autant que les bol-

cheviks de leur côté, voulait maintenir l'unité territoriale de l'ancien empire des tsars. Ayant rassemblé au Kouban, à l'Est de la mer d'Azov une armée de volontaires provenant d'anciens régiments tsaristes, le Général Denikine se tenait en liaison avec les cosaques qui occupaient le riche bassin minier du Donetz. En principe alliées, mais sans unité de commandement par suite de la rivalité de leurs chefs, ces deux forces contre-révolutionnaires se montraient incapables d'arrêter l'offensive que l'armée rouge avait reprise contre l'Ukraine sitôt connu le retrait des troupes austro-allemandes.

Enfin, brochant sur le tout, un membre dissident du territoire de Kiev, Petlioura, avait levé à l'ouest du Dniepr une troupe de plus de 100.000 paysans, armés grâce au pillage des dépôts allemands, et prétendait se faire reconnaître comme seule autorité de l'Ukraine. Considéré par les uns comme farouche nationaliste, par d'autres comme avant-garde des bolcheviks, Petlioura était suspect à tous, et seulement retenu d'agir par la présence des occupants. (1) Le retrait des austro-allemands risquait donc de provoquer dans toute la province une explosion qui, non seulement aurait renversé les autorités en place, mais favorisé sa reconquête par les communistes de Russie.

Aussi, par toutes les voies possibles, et notamment en envoyant des délégués à Constantinople, ces autorités demandaient aux Alliés, principalement à la France, d'envoyer des troupes pour assurer l'ordre à la place des Allemands.

Sans connaître de la situation ce que nous en savons aujourd'hui, le Haut-Commissaire en sentait la complexité et la fragilité. Aux informations résolument optimistes qu'adressait la Légation de France en Roumanie, s'opposaient les renseignements recueillis à Constantinople de diverses personnalités ukrainiennes. Aussi, tout en transmettant les appels des autorités en place, le Haut-Commissaire insistait-il vivement auprès du Gouvernement pour qu'il ne s'avance qu'avec prudence dans ce qu'il considérait comme une aventure où nous risquions de récolter plus de désagréments que d'avantages.

¹ Hostile, en fait, aux communistes, Petlioura fut assassiné en France en 1922.

Passant outre aux mises en garde du Haut-Commissaire, le Gouvernement de Clémenceau, s'appuyant sur un accord, tenu jusqu'alors secret, passé en décembre 1917 avec les Britanniques pour partager la mer Noire en zones d'influence entre les deux alliés², incité aussi par le Haut-Commandement interallié³, décida de répondre à la demande des directoires locaux pour maintenir l'ordre dans les villes du littoral et le bassin du Donetz. Il pensait pouvoir le faire sans s'immiscer dans la politique intérieure de l'Ukraine. Pour réaliser cette vaste ambition, on n'envisageait rien moins que l'envoi d'une douzaine de divisions, françaises, grecques et roumaines, prélevées sur l'Armée d'Orient et placées sous le commandement du Général Berthelot. La marine française devait en assurer le transport et les bâtiments de l'escadre protégeraient leurs débarquements.

L'hiver est particulièrement rude en mer Noire, avec des alternances de tempêtes violentes accompagnées de tourmentes de neige et de brumes épaisses qui rendent la navigation difficile. De décembre à avril, le froid gèle le lit des fleuves et la mer peu profonde aux abords des côtes ; le thermomètre descend au-dessous de -10° pendant de longues périodes ; les brise-glaces sont nécessaires pour permettre l'accès des ports et y maintenir l'eau libre. C'est cet hiver que nos équipages allaient affronter dans des conditions matérielles et morales qui en aggraveraient les rigueurs. L'habillement manquait, surtout les vêtements chauds, le cargo qui les apportait ayant sauté sur une mine en cours de trajet. Les liaisons postales fonctionnaient mal, le courrier subissait des retards importants, les colis étaient perdus ou pillés. Enfin, les bâtiments comptaient de nombreux réservistes, impatients d'être démobilisés, dont le départ sans remplacement allait, de mois en mois, réduire les effectifs tandis que l'exécution des ordres du Gouvernement rendrait de plus en plus lourdes et nombreuses les tâches demandées aux équipages.

Ces difficultés n'échappaient pas à l'Amiral Gauchet, Commandant

² La zone britannique couvrait le sud et l'est de la mer Noire (donc les ports pétroliers) ; la zone française, le littoral nord et la mer d'Azov. De ce fait, la charge du rapatriement des austro-allemands incombait aux seuls Français.

³ Le Maréchal Foch préconisait l'isolement du foyer révolutionnaire russe dont il prévoyait qu'il risquait de contaminer la terre entière.

l'Armée Navale. Ne pouvant obtenir du Ministère les compléments de personnel que réclamait l'escadre de la mer Noire, il s'efforçait de soulager celle-ci en lui détachant des unités de renfort, choisies parmi celles qui revenaient des ports métropolitains. Si elles avaient moins de réservistes, leurs équipages comprenaient une proportion importante de jeunes gens venus dans la marine pour échapper aux tranchées, dont le dévouement n'était pas la qualité dominante, comme on devait s'en apercevoir en fin de campagne.

Débarquements en Ukraine

Les troupes destinées à l'occupation des villes du littoral devant provenir de Salonique, leur transport demandait un certain délai. Mais, sur l'information que des troubles avaient éclaté à Kiev pouvant entraîner des répercussions ailleurs, le cuirassé *Mirabeau* fut détaché à Odessa le 2 décembre, bientôt suivi du cuirassé *Justice* et du croiseur-cuirassé *Jules-Michelet*. Il y avait encore dans la ville quelque 4.000 Allemands qui, en principe, devaient assurer l'ordre jusqu'à leur relève par les troupes alliées ; mais, démoralisés et influencés par la propagande communiste, ces soldats n'inspiraient pas confiance. Aussi fut-ce avec soulagement que l'on accueillit nos Compagnies de débarquement mises à terre pour assurer la défense du port.

Beaucoup, à Odessa, se figuraient que l'arrivée de nos bâtiments préluait la prise en main de leur défense contre la menace des bolcheviks, et avec la légèreté propre au tempérament slave, des bals et des soupers s'organisaient en l'honneur de nos officiers, manifestations qui insultaient à la misère criante des quartiers populaires. Le convoi des troupes d'occupation se présenta devant Odessa le 18 décembre. Il transportait une division d'infanterie commandée par le Général d'Anselme. Mais une bien pauvre division sans artillerie ni sapeurs, réduite à 3.200 hommes dont une partie devait être démobilisée à bref délai. On était loin de l'armée puissante annoncée par le Haut-Commandement et qu'attendaient les Ukrainiens !

Or, entre l'arrivée du *Mirabeau* et celle du convoi, la situation de

la région s'était profondément modifiée. Le 11 décembre, une avant-garde de l'armée de Petlioura, forte de 10.000 hommes environ, avait pénétré dans Odessa, brisant facilement la résistance des "volontaires" de Denikine qui en gardaient les points stratégiques, mais s'abstenant de s'approcher du port, tenu par nos marins. La garnison allemande était restée cantonnée dans ses casernes.

On pouvait craindre un affrontement sévère entre les petliouristes et nos troupes lorsqu'elles seraient mises à terre. Mais, bien préparé et couvert par la menace des canons d'une escadre importante, le débarquement de la division s'effectua sans accrochage sérieux avec les occupants, qui, après une journée de résistance plus symbolique que réelle, acceptèrent d'évacuer la ville, se contentant d'en garder les abords éloignés.

La population ouvrière voyait avec une hostilité mal déguisée une occupation française succéder à l'allemande (4) ; bourgeoisie et noblesse, de leur côté, après avoir applaudi avec enthousiasme la troupe du Général d'Anselme, constatant bien vite qu'elle se contentait d'assurer l'ordre sans entreprendre d'opération militaire pour nettoyer la province des éléments révolutionnaires, ne cachèrent pas leur désillusion et leur amertume.

Nikolaïev et Kherson

En dehors d'Odessa, la côte de l'Ukraine comptait deux villes importantes Nikolaïev et Kherson. La première, grosse cité industrielle construite sur le Bug, à quelques kilomètres de son embouchure, possédait des chantiers navals capables de construire des navires de moyen tonnage ; elle disposait aussi d'ateliers de grosse métallurgie et du poste de TSF le plus puissant de la mer Noire. En outre, de nombreux matériels militaires y avaient été rassemblés par les Allemands. Pour la défendre contre toute attaque venant du large, un ouvrage fortifié imposant avait été édifié

⁴ Pendant toute la journée du débarquement, un canon, mis en batterie dans les faubourgs ouvriers, arrosa la rade d'obus, ne parvenant qu'à crever quelques coques de cargos désarmés. Ne pouvant localiser avec certitude la provenance du tir, l'escadre s'abstint de répondre, ne voulant pas faire de victimes dans la population civile.

à Otchakov, à l'embouchure même du Bug. Il était armé avec des volontaires détachés de l'armée Denikine.

L'autre ville, Kherson, n'avait pas d'intérêt militaire, mais une grande importance économique. Au centre de la région la plus fertile de l'Ukraine, elle approvisionnait toute la Russie méridionale en farine, bétail, fourrage. Elle était bâtie sur le Dniepr, à une quinzaine de kilomètres de son embouchure, embouchure qui, avec celle toute proche du Bug, se déverse dans la mer Noire en formant une lagune peu profonde appelée le liman du Dniepr. Nikolaïev était dotée d'une garnison allemande de 12.000 hommes, mais ces soldats, déjà fortement soviétisés, échappaient à l'autorité de leurs officiers et pactisaient avec les ouvriers pour piller le matériel militaire. En dehors de cette garnison déficiente, la défense de la ville ne pouvait être assurée que par les volontaires, peu nombreux, sans matériel lourd, et d'une valeur militaire douteuse.

Nikolaïev était donc une proie tentante pour l'armée de Petlioura, dont un fort détachement, sous le commandement d'un ancien officier tsariste, Grégorief, était signalé aux abords de la ville le 10 décembre. Faute de troupes terrestres, les Alliés ne pouvaient arrêter la progression de Grégorief, ni lui interdire l'accès de la ville, comme il avait été fait à Odessa. La faible profondeur du liman en interdisait l'approche par les grands bâtiments de l'escadre. Toutefois, des unités légères pénétrant dans l'embouchure du Bug pouvaient de leur artillerie couvrir les chantiers navals et le dépôt de matériel. Mais Grégorief ne cherchait pas l'affrontement, et un accord s'établit rapidement entre lui et le commandant de la force navale pour respecter la ville en contrepartie de l'évacuation des volontaires et l'élimination de la municipalité mise en place par les Allemands.

Il se confirmait ainsi, ce qui était déjà apparu dans les contacts à Odessa que l'armée de Petlioura voulait avant tout défendre l'indépendance de l'Ukraine contre toute force, de quelque parti politique qu'elle vienne, qui prétendait s'immiscer dans les affaires intérieures de la province. Notre gouvernement aurait été mieux inspiré de miser sur elle plutôt que sur les volontaires de Denikine ou sur la solidité du Directoire de Kiev !

Si nécessaire et opportun qu'il apparut au moment de sa conclusion, l'accord avec Grégorief ne reçut pas l'agrément de notre Gouvernement qui donna l'ordre au Général Berthelot, le 1er janvier 1919, d'occuper Nikolaïev et Kherson, avec le concours de la flotte comme il avait été à Odessa. Mais à ce moment, le froid était venu ; le gel avait saisi les fleuves, et les petits bâtiments ne pouvaient s'approcher des côtes sans le concours de brise-glaces. Aussi, trois semaines s'écoulèrent avant que l'opération commandée puisse être réalisée. Les troupes débarquées étaient ridiculement faibles : un régiment grec et une compagnie française ! Dans ce pays calme, elles auraient pu jouer un rôle symbolique ; devant la menace qui pesait sur la ville, elles constituaient un appât plutôt qu'une défense.

Difficultés avec les Britanniques

Aux soucis du commandant de l'escadre qui, conformément aux ordres reçus, devait montrer notre pavillon dans tous les ports de la mer Noire pour ranimer le courage de ceux qui défendaient l'ordre contre la révolution, s'ajoutaient les préoccupations du Haut-commissaire qui devait lutter contre les Britanniques pour résister à leurs prétentions de nous supplanter en Turquie partout où, de tradition séculaire, nous avons acquis des intérêts. Avec une Mission diplomatique encore réduite, des Etats-majors en déficit grave sur les bâtiments, nous étions mal armés pour résister à notre alliée dont le personnel abondant, expérimenté, s'efforçait partout de contrer notre influence, ayant mis la main sur les approvisionnements, les banques, les transmissions, de telle sorte que nous étions constamment en dépendance de son bon vouloir pour assurer la maintenance de nos forces en opération et communiquer avec elles.

Il était assez remarquable que chaque fois que se constituait une Commission interalliée, le délégué britannique se trouvait toujours d'un grade supérieur à celui de ses collègues, le Gouvernement de Londres n'hésitant pas à "commissionner" aux plus hauts grades de jeunes officiers pour que la présidence soit toujours assurée par un de ses représentants.

L'offensive bolchevik en Ukraine

Les premiers mois de 1919 ont marqué, dans la situation intérieure de la Russie, une évolution dont, faute de renseignements, les Gouvernements alliés et encore moins les exécutants ne se sont pas rendu compte.

Pendant l'année 1918, le gouvernement de Lénine avait dû lutter pour imposer son autorité dans les provinces septentrionales : Biélorussie et Russie blanche ; mais, en même temps, sous l'impulsion de Trotsky, ce Carnot bolchevik, il s'était forgé une armée disciplinée, encadrée et dotée de matériel moderne. Leurs arrières pacifiés par la force, les communistes pouvaient maintenant s'attacher à la récupération des autres provinces de l'empire, et ce, d'autant plus facilement, que la défaite de l'Allemagne laissait celles-ci sans défenseurs valables. Pressentant cette offensive, les cosaques de Denikine s'étaient efforcés, au début de février, de la contrecarrer en attaquant le flanc de l'Armée Rouge, à partir du Don. Non seulement ils avaient été refoulés, mais, sur leurs arrières, les bolcheviks avaient commencé à s'infiltrer dans le bassin du Donetz. (5) Sur le front nord, Kiev était tombée le 4 février et l'Armée Rouge s'avavançait dans le sud.

La réputation de fanatisme de ses commissaires politiques, les atrocités qu'ils commettaient sur les élites paralysaient à l'avance la réaction tandis qu'elle stimulait les classes populaires.

Aussi, à mesure que les Rouges progressaient en Ukraine, les soviets des villes se soulevaient ; les ouvriers par conviction, les paysans par crainte, se joignaient aux vainqueurs. Les soldats de Petlioura n'étaient pas les derniers à se rallier, et, tout d'abord Grégorief qui avait à se faire pardonner d'avoir quelque peu pactisé avec les Alliés. (6) Bon stratège, il avait compris que le point faible

5 Denikine avait rendu responsables de cet échec les Alliés qui, disait-il, ne l'avaient pas suffisamment ravitaillé en matériel (cela dépendait des Britanniques) mais, d'après les contacts que nous avons, nous sentions que dans l'armée comme chez les civils, grandissait le désenchantement, voire l'hostilité à notre égard. On nous attendait avec des forces plus importantes qui auraient entrepris des actions offensives, notamment pour dégager Kiev. "C'est grâce à notre offensive de 1914 que vous avez gagné la bataille de la Marne, nous disait-on, maintenant, c'est à vous de nous secourir".

6 Petlioura lui-même s'était échappé en Roumanie avant l'arrivée des Rouges.

de l'occupation alliée était Kherson dont la prise permettait d'affamer toutes les villes de la côte. Il en commença l'assaut le 2 mars, avec trois trains blindés et 4.000 réguliers.

La garnison comprenait 700 hommes, Français et Grecs, auxquels, d'une façon assez surprenante se joignirent des soldats allemands armant un train blindé. Des renforts furent demandés à Nikolaïev, mais le manque de transports et l'embâcle du liman retardèrent leur arrivée jusqu'au 8 mars. Pendant ce temps, la garnison avait à lutter autant contre les réguliers que contre les ouvriers des faubourgs qui la prenaient à revers. Cédant progressivement du terrain, elle finit par se replier sur la citadelle, en bordure du fleuve, où le tir des bâtiments qui avaient pu s'avancer dans le Dniepr lui permit de se rembarquer en emportant son matériel. Dans ces six jours de combats, les Alliés avaient perdu 40 % de leurs effectifs, dont 42 tués chez les Français et 245 chez les Grecs.

La chute de Kherson obligea à évacuer Nikolaïev dont la garnison était trop faible et que les bâtiments de la flotte ne pouvaient couvrir de leur artillerie en raison des glaces qui bloquaient l'embouchure du Bug. Avant de quitter la ville, toutefois, on détruisit ou mit hors d'usage tout le matériel qui ne pouvait être emporté, notamment les navires à flot ou en achèvement qui auraient pu être utilisés contre nous. Et puis, les Volontaires gardaient encore le contrôle de l'embouchure du Bug en occupant la forteresse d'Otchakov, dont les canons du front de mer commandaient les passes du liman.

Ainsi s'était produit ce qui était à craindre depuis le début de la campagne. Tout en se défendant d'intervenir dans les affaires intérieures de la Russie, les Gouvernements alliés, par leur décision d'assurer l'ordre en Ukraine sans en avoir étudié sérieusement les possibilités ni les conséquences, avaient abouti à un affrontement armé entre nos soldats et marins et l'armée bolchevik, nous donnant l'apparence de vouloir rétablir un régime déchu et méprisé. Cet état de fait contribuait à favoriser la propagande des révolutionnaires en attisant la xénophobie toujours latente dans l'âme russe.

Mais cette situation n'était pas perçue de Paris, et sitôt connue

l'évacuation de Nikolaïev, les Commandements militaire et naval furent incités de façon pressante à renforcer les défenses d'Odessa. Certes, pour pouvoir soutenir l'armée de Denikine, il fallait que nous conservions la maîtrise de la mer Noire et que nous empêchions les Rouges de s'emparer des stocks accumulés dans les ports. Mais nos moyens étaient dérisoires en face de ceux des envahisseurs.

Les Volontaires ayant maintes fois prouvé leur manque de combativité, le Général d'Anselme ne pouvait compter, pour défendre Odessa, que sur les troupes françaises, théoriquement deux divisions. Mais les maladies et surtout la démobilisation avaient ramené les compagnies à une moyenne de 30 fusils, et l'ensemble ne faisait que 2.000 combattants ; en outre, le moral de ces troupes était si mauvais qu'on pouvait douter qu'elles acceptent de se battre.

Mais un péril plus immédiat menaçait Odessa : la prise de Kherson avait coupé la ville de son ravitaillement. Le Ministère, à Paris, prétendait pouvoir y pallier et prendre des mesures en conséquence. Or, pour nourrir le million d'habitants que comptait alors Odessa, il aurait fallu chaque jour un cargo de 4.000 tonnes de vivres. Où trouver ces transports et leur chargement ? Pendant le même temps, des appels pressants venaient du fond de la mer d'Azov. L'Armée Rouge, progressant dans le bassin du Donetz, avait atteint la mer à Berdiansk le 11 mars, et menaçait Marioupol, plus à l'est. Berdiansk, grand centre grainetier, et Marioupol, débouché des mines de charbon du Donetz, jouent un rôle considérable dans l'économie de la Russie du sud.

Il était trop tard pour préserver Berdiansk, tout au plus pouvait-on évacuer les dizaines de nationaux alliés qui s'y étaient réfugiés. Marioupol, bien que menacé, n'était pas encore tombé. En hâte, une flottille de contre-torpilleurs et d'avisos se porta à son secours, malgré les glaces qui gênaient la remontée de cette mer peu profonde.

Du 21 au 29 mars, les Compagnies de débarquement des petits bâtiments, épaulés par des Tchécoslovaques et des Serbes de

l'armée du Don, et renforcées par une section de débarquement du Jean Bart venue de Sébastopol, tinrent tête aux assauts des Bolcheviks, permettant à des transports d'évacuer les ressortissants alliés et quelques milliers de Russes sympathisants, et aussi d'embarquer une partie du stock de charbon accumulé sur le port. Les Volontaires de Denikine avaient, une fois de plus, montré leur couardise refusant de combattre et n'utilisant leurs armes que pour s'enfuir les premiers.

A la mi-mars, l'ancienne armée de Petlioura passée aux Bolcheviks était entrée en contact avec les défenses extérieures d'Odessa, contacts brutaux mais brefs. Visiblement, Grégorief craignait une intervention des canons de l'escadre en cas d'action prolongée. Il attendait que la situation intérieure se dégrade par le manque de vivres.

Entre temps, les Volontaires qui devaient défendre le fort d'Otchakov lâchèrent pied "devant une bande de paysans armés". Les hauts fonds interdisant l'approche de la côte aux grands bâtiments, les unités légères appelées - trop tard - à la rescousse, ne purent que mettre hors d'usage les canons du front de mer et faire sauter l'important dépôt des munitions accumulées en vue de l'hypothétique arrivée de l'armée de Denikine.

La chute d'Otchakov, la famine grandissante à Odessa où le pain manquait, l'impossibilité de tenir les promesses de ravitaillement, décidèrent les Gouvernements alliés à donner l'ordre d'évacuation le 30 mars, la veille du jour où Grégorief se décidait à lancer son attaque contre la ville. Avant de retirer nos troupes, nous devons assurer l'évacuation des quelques 12.000 civils alliés (dont 600 Français) qui s'étaient réfugiés dans Odessa, ainsi que des Russes, 40.000 environ, qui s'étaient compromis dans leurs rapports avec les occupants, allemands ou alliés.

Les équipages russes des transports qui pouvaient les emmener à Constantinople ayant déserté à l'approche des Rouges, il fallut les remplacer par des marins de l'escadre, au moment où, de Paris, arrivaient de nouveaux ordres de démobilisation. La diminution des effectifs devenait telle que les possibilités d'action de nos

bâtiments s'en trouvaient compromises.

L'évacuation des civils fut achevée dans la soirée du 6 avril ; la parfaite organisation des opérations, la discipline des marins, et la protection des Compagnies de débarquement qui contrôlaient le port, avaient permis que ces mouvements aient lieu sans panique, en tenant en respect le soviet ouvrier local qui avait prétendu s'y opposer par la force. Les troupes de terre quittèrent ensuite Odessa à pied, retraitant jusqu'au Dniestr, avant de se replier en Roumanie.

Echouage du Mirabeau

Tandis que ces graves événements se déroulaient sur les côtes d'Ukraine, l'escadre devait affronter une nouvelle épreuve. Le 8 février, au cours d'une violente tempête, le cuirassé *Mirabeau* (18.000 tonnes) voulant gagner son mouillage en rade de Sébastopol et soudainement aveuglé par une tourmente de neige, s'était échoué sur un banc rocheux à l'entrée du port. Son renflouement, possible, imposait de l'alléger du tiers de son tonnage, c'est-à-dire de débarquer ses munitions, son artillerie, et même une partie de sa ceinture cuirassée. L'arsenal disposait des moyens nécessaires et l'escadre avait des ingénieurs compétents ; mais la main d'œuvre locale était insuffisante en qualité et quantité. Une fois de plus, les équipages furent mis à contribution. Deux mois après son échouage, le 6 avril, le *Mirabeau* sera remis à flot, et, un mois plus tard, remorqué à Toulon, ayant rembarqué tout ce dont il avait été allégé. Les efforts demandés depuis le début de la campagne à des équipages qui se réduisaient alors qu'ils devaient satisfaire à des besoins constamment accrus, les conditions de vie rendues difficiles par l'insuffisance des approvisionnements, l'isolement moral dans lequel ils se trouvaient en raison de la lenteur et de la rareté des courriers, étaient une préoccupation constante du Chef de l'Escadre.

Ses demandes répétées de complément des effectifs et de relève des bâtiments éloignés de France depuis le plus longtemps se heurtaient au silence des Bureaux du Ministère. Pressentant que la prolongation de cette situation pourrait avoir des conséquences

sérieuses sur la discipline, l'Amiral avait adressé à Paris, le 12 février, un rapport, prophétique pour attirer l'attention du Ministre. Aucune suite ne lui fut donnée. Bien au contraire, de nouveaux ordres arrivèrent pour hâter la démobilisation ou recruter des engagés pour les écoles de spécialités.

Et cependant, les marins continuaient à assumer sans se plaindre les tâches qui leur étaient demandées, tantôt sillonnant la mer Noire pour éteindre les incendies qui s'y allumaient, tantôt jouant les débardeurs, assumant la défense des ports, suppléant aux défaillances des équipages des navires de transport ou de servitude.

Invasion de la Crimée

Une fois Odessa évacuée ainsi que les autres ports des côtes d'Ukraine, Sébastopol restait le seul point d'appui qui put soutenir notre navigation en mer Noire et nous permettre de rester en liaison avec l'armée du Kouban. C'était donc sur cette ville que nous devions concentrer nos moyens de défense. Quoique toute proche de l'Ukraine, la Crimée en est à part, ethniquement et géographiquement.

Ethniquement : la majeure partie de sa population est tatare, race plus proche des asiatiques que des slaves. Attachée à sa terre, elle avait toujours été farouchement hostile à la domination des tsars et restait imperméable à la propagande communiste, sauf à Sébastopol, grosse ville ouvrière. (7)

Géographiquement : elle n'est rattachée à l'Ukraine que par une étroite bande de terre ferme, l'isthme de Perekop, à l'Est duquel s'étend une zone de marais dont les gués constituent des filtres contre un envahisseur. Un peu plus à l'Est encore, une longue et mince presqu'île monte de la région de Kertch vers le Nord, jusqu'à proximité de la côte, la Flèche d'Arabat, mais sa configuration même en rend le barrage facile.

D'après les instructions des Gouvernements alliés, notre rôle en

⁷ En 1942, les Tatars de Crimée firent si bon accueil aux troupes allemandes qu'après leur reflux, Staline déporta toute la population dans le Turkestan russe.

mer Noire devait se borner à maintenir l'ordre dans les villes où nous étions appelés, c'est-à-dire, en la circonstance, à ne pas déborder le cadre de la ville de Sébastopol, laissant aux Volontaires la défense des accès de la Crimée.

Même ainsi limitée, notre mission exigeait des moyens plus importants que ceux initialement prévus ; une garnison de 1.400 hommes, dont 630 combattants, bientôt réduits de moitié par la démobilisation. Le Général Franchet d'Esperey, Commandant en Chef les Armées d'Orient, venu inspecter la place, décida de la renforcer avec deux bataillons grecs et trois bataillons français, tirailleurs algériens et sénégalais ; mais les premiers ne débarquèrent qu'à la fin du mois de mars, et les autres le 10 avril, or, la première attaque de la Crimée s'était produite le 28 Mars.

Délivré au milieu de mars de ses fonctions de Haut-Commissaire, assumées dès lors par un Ministre Plénipotentiaire, le Commandant de l'Escadre était venu, à bord du *Jean-Bart*, à Sébastopol où se trouvaient déjà les cuirassés plus anciens *Vergniaud* et *Justice*, ainsi que le *Mirabeau*, en cours de relevage. Le cuirassé *France* devait rallier le 15 avril, tandis que le croiseur cuirassé *Waldeck-Rousseau*, revenant de Toulon, était laissé dans le golfe d'Odessa, en appui des troupes qui retraitsaient. (8)

La menace qui, depuis le début de février, pesait sur Perekop, avait provoqué un afflux de la population vers Sébastopol, sous la protection des Alliés. Cette menace se précisa le 28 mars, et, au bout d'une semaine, les Volontaires lâchèrent pied. Leur retraite se transforma rapidement en déroute. Par groupes de 200 à 300, ils fuyaient, les uns vers Kertch, d'où ils espéraient pouvoir passer facilement au Kouban, les autres vers Sébastopol où on les voyait arracher leurs uniformes et se mêler à la foule des civils qui se pressaient autour du port demandant à être évacués avant l'arrivée des bolcheviks.

Toute la Société qui, quelques jours auparavant tenait le haut du pavé, faisant sonner ses titres ou ses fonctions, n'était plus qu'un

⁸ *Jean-Bart* et *France*, 22.000 tonnes, étaient tout juste achevés en 1914. *Mirabeau* et *Vergniaud* dataient de 1911 ; *Justice*, de 1906.

troupeau paniqué, sans dignité, chacun prêt à toutes les lâchetés, toutes les compromissions pour bénéficier d'un tour de faveur à l'embarquement - mais non sans avoir tenté, pour ceux qui en avaient la possibilité, de prélever sur les fonds publics, sur les banques, de quoi se prémunir largement contre l'adversité.

En prévision d'une évacuation pressentie depuis plusieurs semaines, des transports avaient été rassemblés. Le plus urgent était de se débarrasser des Volontaires afin de ne pas donner aux Rouges un prétexte pour bombarder la ville. Pour les autres, on les dirigeait sur Novorossisk, au Kouban, ou sur Constantinople s'ils avaient les moyens financiers de se suffire à eux-mêmes. L'armée bolchevik avançait en Crimée, posément, sans rencontrer de résistance, faisant régner l'ordre là où elle passait. Le 10 avril, elle entra à Simféropol, capitale de la province. Le 14, elle atteignait Yalta où, trois jours auparavant, un cuirassé britannique était venu embarquer les Grands Ducs et l'Impératrice douairière, tante du roi George V. Le 15 avril, enfin, elle entra en contact avec la garnison alliée de Sébastopol.

Celle-ci était alors forte de 3.700 hommes, Français et Grecs, occupant des positions dont les noms évoquaient le siège de 1852 : Inkerman, la tour Malakoff, le Grand Redan, le Mamelon vert... Cette ligne n'était distante que de 3 à 4.000 mètres des bâtiments au mouillage qui pouvaient la couvrir de leur artillerie.

Les bolcheviks prononcèrent leur première attaque sur l'usine élévatoire d'Inkerman. Tout en leur résistant, le Colonel Trousson chargé de la défense terrestre essayait de négocier avec le Commandant adverse, lui démontrant l'inutilité d'une occupation de la ville, puisque les Volontaires avaient été évacués et que la Municipalité mise en place par les Allemands avait été remplacée par des élus du Soviet des ouvriers.

Ses efforts échouèrent, et le 16 avril, trois régiments russes se lancèrent à l'assaut du Mamelon vert. La bataille dura toute la journée avec des fortunes diverses, mais, le soir venu, nous avons repris toutes nos positions.

N'ayant pu forcer le passage, les bolcheviks envoyèrent le lendemain des parlementaires pour exiger le retrait de nos troupes et proposant une suspension d'armes de trois jours pour permettre l'évacuation. Mais, revenant sur leur parole, ils reprenaient leurs attaques le soir même.

Alors, sur la demande du Colonel Trousson, l'artillerie de l'escadre ouvrit le feu sur quelques objectifs militaires bien précis, en dehors de la ville. Cette démonstration de notre force eut un effet salutaire, car le 18 avril au matin, les parlementaires se présentèrent de nouveau, ayant perdu leur arrogance et, tout en maintenant leur demande d'évacuation, proposaient une trêve de huit jours pour attendre la décision des Gouvernements alliés. Ce délai pouvait être mis à profit, soit pour renforcer puissamment la défense de la ville, si l'on décidait de conserver la disposition du port, soit pour préparer une évacuation sans hâte.

Clemenceau opta d'abord pour la défense de ce point d'appui qui permettait de maintenir le blocus de la Russie méridionale, et, en isolant le foyer révolutionnaire, espérer son extinction. Mais c'était faire ouvertement acte d'hostilité contre un gouvernement qui, bien que non reconnu par les Alliés, s'était imposé à tout le pays. Aussi, le Gouvernement prit-il, le 12 avril, la décision d'évacuer Sébastopol. Il la transmit quatre jours plus tard aux Commandements terrestre et naval. Ceux-ci réagirent vivement à cette contradiction des ordres antérieurs. Ignorant les raisons qui la motivaient et, se sentant maîtres de la situation militaire, étant en train de négocier un repli des forces assaillantes, l'évacuation leur apparaissait une capitulation, que rien ne justifiait, devant les exigences des bolcheviks et une atteinte au prestige français.

Mais les actes d'indiscipline qui allaient se produire en escadre dans les jours suivants, le retrait à bref délai des régiments grecs réclamé par le Gouvernement hellénique, allaient convaincre le Commandant de la 2ème escadre et le Colonel Trousson de la nécessité de se retirer de la place, sans précipitation, en emportant tout le matériel militaire et après avoir mis hors d'utilisation tous les navires de guerre russes à flot ou en construction.

Les mutineries

Chronologiquement, les mutineries se sont déroulées en trois phases, sans unité de temps ni de lieu, et leurs liens profonds n'ont été compris qu'ultérieurement à la lumière des procès qui les ont suivies. Les voici, telles qu'elles ont apparu à ceux qui étaient en place.

1. Le Protet. Affaire Marty.

Le *Protet* était un contre-torpilleur (800 t.-80 hommes d'équipage) mis, depuis le début des opérations en Russie, à la disposition du Général Berthelot. Aussi son mouillage habituel était-il Galatz, sur le Danube, en Roumanie. Il ne faisait que de très courtes apparitions en mer Noire, pour les liaisons du commandement militaire, sans prendre part aux opérations, sauf le jour du débarquement à Odessa.

Son commandant était un officier de valeur auquel on ne pouvait guère reprocher qu'un excès de bienveillance. L'équipage n'avait jamais pris part aux corvées qui avaient pesé sur les autres bâtiments.

Le 16 avril, au soir, deux matelots dénoncèrent au Commandant, preuves à l'appui, un complot fomenté par l'officier mécanicien Marty et son secrétaire, le quartier maître Badina, pour s'emparer du bâtiment à l'occasion de son prochain appareillage. Avec l'aide de quelques hommes de la machine et des fortes têtes du bord, les officiers auraient été exterminés, les officiers mariniers et les marins neutralisés par la menace ou par la force. Une fois maîtres du navire, les mutins auraient fait route sur Odessa pour livrer le contre-torpilleur aux bolcheviks. En cas d'échec, ils auraient fait sauter le bâtiment.

Aussitôt arrêtés, Marty et Badina furent enfermés dans les locaux disciplinaires de la base. Badina réussit à s'évader dans la nuit et déserta ; il devait être arrêté en France quelques mois plus tard. Marty, quant à lui, tenta vainement d'alerter la section locale de la Social-démocratie (bolchevik) pour se faire libérer, et essaya de faire parvenir à un de ses mécaniciens des instructions précises

pour mettre les machines hors d'usage au prochain appareillage.

De Galatz, Marty fut transféré sur le croiseur *Waldeck-Rousseau*, mouillé devant Odessa, puis en raison du trouble que sa présence y provoquait, envoyé à Constantinople où se poursuivit l'instruction de son procès. Marty ne pouvait nier les faits, ni la préméditation ; il avait même reconnu les arguments qu'il avait fait valoir aux conjurés pour leur donner confiance : l'appui des organisations françaises révolutionnaires dont il faisait partie depuis plusieurs années, les intelligences qu'il avait nouées sur les grands bâtiments *Waldeck-Rousseau*, *France*, *Jean-Bart* ; l'annonce qu'une révolution avait éclaté en France avec prise du pouvoir par les socialistes. Mais il était moins précis sur ce qu'il comptait faire en cas de réussite de son complot. Dans une première version, aussitôt après son arrestation, Marty déclarait que le *Protet* aurait été vendu aux Bolcheviks, et l'argent envoyé à sa mère, veuve depuis peu et sans ressources.

Modifiant peu après sa position, il disait que la remise du bâtiment aurait été gratuite.- comme un geste destiné à émouvoir l'opinion publique et à faire cesser l'intervention française en Russie.

Puis, il ne s'est plus agi de remise aux communistes. Le *Protet*, battant pavillon rouge, serait allé à Sébastopol provoquer une mutinerie générale des bâtiments de l'escadre. Enfin, dernière version, ce n'est pas vers Sébastopol que le contre-torpilleur se serait dirigé, mais vers Marseille, arraisonnant de force, en cours de route, un pétrolier pour se ravitailler en mazout. Apparaissant devant Marseille, le 1er mai, avec son équipage de mutins couvert par le pavillon rouge, il aurait, pensait Marty, provoqué un soulèvement de la population, qui aurait gagné la France entière, et renversé le Gouvernement.⁹

⁹ Marty passa devant le Conseil de Guerre le 4 juin 1919 : il fut condamné à l'unanimité à 20 ans de travaux forcés et à la dégradation militaire pour "avoir provoqué des individus à passer à l'ennemi et avoir formé un complot contre l'autorité du Commandant". Le Conseil était présidé par le Capitaine de Vaisseau Thomine, qui, quatre années plus tard, devenu Contre-Amiral et Chef du cabinet du Ministre, devait dire à mon père qu'il considérait ce complot comme "un complot d'opérette".

A ce moment, mon père a pu constater que les pièces essentielles avaient disparu du dossier Marty, notamment ses premiers aveux concernant son appartenance antérieure à des organisations socialistes révolutionnaires et son intention de vendre le contre-torpilleur aux bolcheviks.

L'explication peut en être trouvée, à la suite d'autres recherches sur le passé de Marty et la découverte de sa

2. L'escadre de Sébastopol

La rade intérieure de Sébastopol est une profonde échancrure de la côte, longue de 12 kilomètres environ, et large de 800 à 1.200 mètres, orientée d'ouest en est. A 1.500 mètres de son ouverture, une darse étroite de 2 kilomètres de long s'enfonce vers le sud, bordant à l'est la ville de Sébastopol.

Les grands bâtiments étaient mouillés en deux groupes : à l'ouest, près de la sortie, la *France* et le *Jean-Bart*, à 800 mètres de distance l'un de l'autre ; à 1.500 mètres plus à l'est, le *Vergniaud*, puis la *Justice*. Le *Mirabeau* se trouvait à la hauteur du *Vergniaud* au bassin de radoub, sur la rive nord de la rade. La nouvelle du complot du Protet parvint sur le *Jean-Bart* à l'Etat-major de l'Amiral, le 18 avril au matin, soit 36 heures après sa découverte. Laconiquement rapporté, cet incident apparaissait comme isolé, ne pouvant avoir de répercussion sur l'escadre de Sébastopol. La journée (Vendredi Saint) se passait dans le calme. A terre, les troupes bolcheviks respectaient le cessez-le-feu. On s'affairait autour du *Mirabeau* pour rembarquer le matériel dont il avait fallu l'alléger.

Le lendemain matin, 19 avril, arriva le courrier de France. Entre autres nouvelles, il apportait la relation de la séance de la Chambre des Députés où le Gouvernement avait été interpellé sur son intervention en mer Noire. Cette séance, passablement tumultueuse, était longuement commentée dans les journaux d'extrême gauche : la *Vague*, le *Populaire*, l'*Humanité*, reproduisant les protestations des députés socialistes contre la guerre "inconstitutionnelle" que la Marine menait à la Russie, et qui maintenait sous les drapeaux des réservistes au lieu de les démobiliser¹⁰.

Ces journaux, on l'a su après coup, étaient abondamment lus et

correspondance avec son frère tandis qu'il était en prison, dans le fait que Marty appartenait à la Grande Loge de France et que l'Amiral Thomine était également franc-maçon. Du reste, en 1925, Thomine, déçu de ne pas avoir été nommé Vice-Amiral, donna une démission tapageuse accompagnée d'une lettre publiée dans la presse et montrant qu'il "avait quelque moyen secret d'en imposer au Ministre" (Emile Borel, également franc-maçon). Aussitôt, le Ministre refusa la démission et nomma Thomine Vice-Amiral, Préfet Maritime de Toulon.

¹⁰ Il se trouve que, par mon futur beau-père, Paul Bluysen, député, j'ai pu assister à cette séance, et je me rappelle qu'un socialiste d'extrême gauche, Longuet, avait crié à Clemenceau : "Si vous ne démobilisez pas les marins, ils se démobiliseront tout seuls !".

discutés dans les postes d'équipage, particulièrement sur la *France*. A bord de ce cuirassé, le soir venu, prétextant qu'une corvée de charbon aurait été ordonnée pour le lendemain, jour de Pâques, ce qui était faux, quelques meneurs appelèrent l'équipage sur la plage avant. Là, après des protestations, des cris "à Toulon", le chant de l'Internationale éclata, bientôt repris par un groupe de marins du *Jean-Bart* mouillé à proximité. Très excités sur les deux cuirassés, les hommes refusent d'écouter les appels au calme des officiers. L'Amiral même ne peut se faire entendre. Si les officiers sont respectés, les officiers-mariniers sont insultés, bousculés, leurs postes saccagés. Des matelots de la *France* s'emparent d'une embarcation et parcourent la rade appelant à la révolte les équipages des autres bâtiments. Ils ne peuvent accoster à aucun ; leurs vociférations restent sans écho.

A minuit, sur la *France* et le *Jean-Bart*, l'agitation est à son comble, puis, peu à peu, les cris s'apaisent ; la plupart des hommes vont se coucher.

Mais, dès le branle-bas du matin, les chants reprennent sur la *France* ; un drapeau rouge est hissé au mat de beaupré. Un groupe de quelques hommes se présente au Commandant comme délégués de l'équipage, exigeant la fin de la guerre "inconstitutionnelle" à la Russie, le retour à Toulon, une discipline moins stricte et d'autres réclamations mineures.

Le *Jean-Bart* suit avec un certain retard et moins d'élan. Son Commandant fait amener un drapeau rouge que l'on commençait à hisser au grand mat. Là aussi, des délégués de l'équipage se présentent, formulant les mêmes réclamations, mais sur un ton plus modéré. Les autres cuirassés restent calmes. L'Amiral va inspecter la *Justice* et le *Mirabeau*, sans incidents ; mais il sent les équipages tendus, inquiets.

Aussi, pour ne pas laisser les esprits s'échauffer en vase clos, il autorise la descente à terre des permissionnaires, pour quelques heures, et bien qu'une manifestation soit annoncée dans la ville. Cette manifestation, à laquelle se joignirent un certain nombre de marins, se heurta à une patrouille de soldats grecs et de marins. La

ville étant en état de siège, la patrouille somma les manifestants de se disperser. Ils n'obtempérèrent pas et un coup de feu partit de leurs rangs. La patrouille riposta ; trois russes furent tués et une dizaine de marins blessés (l'un d'eux devait mourir le lendemain). Les permissionnaires, calmés, s'empressèrent de regagner leurs bords ; mais le retour des blessés suscita une vive indignation des équipages des cuirassés qui, jusque-là, n'avaient pas manifesté.

Les meneurs de la *France* s'efforcèrent d'exploiter cette émotion, mais leur intervention eut un effet contraire à celui qu'ils attendaient, car leur outrance commençait à effrayer un nombre de plus en plus grand d'éléments sains qui refusaient l'aventure où l'on voulait les entraîner. Aussi, dans la soirée du 21 avril, on pouvait considérer que la situation était complètement rétablie sur tous les bâtiments, sauf sur la *France* où les délégués conservaient leur autorité.

Pour éloigner ce cuirassé, qui était le seul véritable foyer révolutionnaire, l'Amiral avait voulu lui faire quitter la mer Noire dans la journée du 21 avril. Les délégués s'étaient opposés à l'allumage des feux. Par contre, ils acceptèrent que le bâtiment complète son charbon le lendemain, sous condition qu'aucun officier marinier ne soit présent. Cette corvée, rythmée par la musique de l'Amiral, contribua à détendre les esprits, et l'ordre d'appareillage réitéré le lendemain fut exécuté avec discipline (11). Le départ de la *France* mettait fin à tout risque de nouvelle agitation, mais les équipages restaient inquiets des conséquences de leurs actes d'indiscipline, et persistaient dans leur réclamation du retour en métropole.

3. Le Waldeck-Rousseau

Le croiseur cuirassé *Waldeck-Rousseau* (15.000 tonnes, 800 hommes d'équipage) était venu rejoindre l'escadre au début de mars après un long séjour à Toulon où son équipage avait été renouvelé, notamment avec de jeunes engagés. Il portait la marque du Contre-Amiral Commandant des croiseurs et avait été affecté à

¹¹ La *France* sera dirigée non sur Toulon, mais sur Bizerte où elle sera maintenue en quarantaine pendant toute l'instruction du procès des mutins. Parmi ceux-ci se trouvait le matelot mécanicien Tillon, qui, amnistié, devait faire une carrière politique dans les rangs du parti communiste, au point d'être choisi comme Ministre de l'Air par le Général de Gaulle dans le Cabinet qu'il constitua à La libération en 1944.

la surveillance de la côte occidentale ainsi qu'à l'appui des troupes terrestres qui, après l'évacuation d'Odessa s'étaient repliées derrière le Dniestr.

C'est sur ce croiseur que Marty avait été détenu aux arrêts de rigueur le 22 avril, peu après la découverte de son complot. Sa présence avait causé une certaine émotion dans l'équipage, d'autant plus que son arrivée avait coïncidé avec celle d'un aviso provenant de Sébastopol, dont les marins avaient communiqué à ceux du croiseur les incidents amplifiés et déformés qui s'étaient produits le jour de Pâques.

Aussi l'Amiral des croiseurs avait-il jugé prudent de transférer discrètement son prisonnier à Constantinople. Mais des conciliabules dans les postes d'équipage et les poulaines (12), des placards contre la discipline et pour le retour en France affichés dans divers locaux montraient la préparation d'une action comparable à celle qui avait été fomentée sur la *France*.

Elle éclata le dimanche 27 avril et dans les mêmes conditions. L'équipage élit un véritable soviet qui présenta ses exigences avec une telle véhémence et une telle autorité que l'Amiral "très décontenancé et ému", redoutant de voir les mutins se rendre maîtres du croiseur et le livrer aux bolcheviks, promit de donner satisfaction et d'appareiller le lendemain pour Constantinople.

L'arrivée d'un croiseur en effervescence dans ce port où se rassemblaient tous les bâtiments de la mer Noire aurait été dangereuse pour des équipages encore mal remis de leur rébellion. Aussi, le Commandant de l'escadre désavoua-t-il sèchement son subordonné et le démonta de son commandement (13). Les ordres qu'il envoya pour faire relâcher le croiseur dans une baie de la côte roumaine et la sanction infligée à l'Amiral, connus de l'équipage puisque des délégués contrôlaient les liaisons radio, jetèrent une douche froide sur l'excitation de beaucoup de marins qui se demandaient déjà s'ils n'étaient pas allés trop loin. Rapidement, le croiseur fut repris

¹² Latrines collectives, lieu très propice à la circulation des nouvelles, surtout des fausses (tuyaux poulaine).

¹³ Mon père n'a pas commenté cet incident dans ses notes personnelles. Il m'a confié verbalement combien lui avait été pénible la nécessité de démonter de son commandement l'amiral du *Waldeck-Rousseau*, qui était un de ses camarades de promotion.

en main par son état-major. Peu après, il fut envoyé en Syrie où une force navale se constituait pour soutenir le débarquement de l'armée grecque en Asie Mineure.

L'évacuation

Les graves incidents du jour de Pâques montraient combien il était urgent de mettre fin à une campagne où notre politique n'avait essuyé que des échecs.

L'embarquement des troupes françaises et grecques commença le 28 avril dans l'indifférence de la population. La ville restait calme, l'armée bolchevik tenait son engagement de ne pas y pénétrer avant notre départ accompli.

Profitant d'un printemps favorable, les équipages allaient, par bordées, se détendre dans la campagne fleurie. Il semblait que rien ne se fut jamais passé.

Le 6 mai, la *Justice*, remorquant le *Mirabeau*, quittait Sébastopol. Le 11, le *Jean-Bart* et le *Vergniaud* appareillaient à leur tour. Il ne restait en mer Noire que deux contre-torpilleurs, bientôt rappelés à leur tour pour aller renforcer l'escadre de Syrie.

La campagne de mer Noire était terminée.

Epilogue

De cette campagne, le public, et même l'Histoire n'ont retenu que la dernière phase, les "mutineries", et, lorsqu'on parle des marins de la mer Noire, l'épithète de mutin se présente à l'esprit. Cette assimilation blessait profondément mon père, et, à toute occasion, il disait et écrivait que quelques moments d'égarement ne devaient pas faire oublier le dévouement, l'abnégation et le courage que la grande généralité des marins avait montré tout au long de cette dure campagne.

Et, de fait, quand on regarde les événements avec le recul d'une soixantaine d'années, il apparaît que ces mutineries n'occupent

qu'une place mineure dans les opérations que nous avons engagées en Russie de novembre 1918 à mai 1919.

Pour la Marine, elles ont été une épreuve douloureuse qui incite à la réflexion.

Mon père estimait que c'était le courrier arrivé de France le 19 avril qui avait provoqué les mutineries. Il voyait juste mais il ignorait que les brandons révolutionnaires des journaux de gauche avaient trouvé en escadre des foyers tout prêts à s'enflammer. Les enquêtes judiciaires, les Conseils de guerre ont fait découvrir que sur toutes les grandes unités existaient des noyaux, plus ou moins étoffés, de jeunes engagés, provenant des milieux ouvriers des grandes villes, adeptes d'organisations socialistes révolutionnaires, et formés par elles à la technique insurrectionnelle.

La simultanéité de leur action à Sébastopol, l'identité des réclamations présentées sur les cuirassés, le croiseur et même le contre-torpilleur, montraient un plan concerté, une orchestration qui venait d'ailleurs, et les méthodes employées pour tenter de soulever les équipages étaient analogues à celles que nous avons constatées depuis lors dans toutes les crises de la société. Toutefois, ces meneurs étaient peu nombreux et l'on peut se demander comment ils ont pu entraîner dans leur mouvement tant de marins dont l'état d'esprit s'était montré jusqu'alors sain et discipliné. Il y a des causes évidentes. Longueur et difficulté d'une campagne dans des conditions particulièrement pénibles, fatigue des corvées incessantes, lenteur du courrier avec les familles, caractère démoralisant des opérations qui, toutes, se soldaient par des échecs, influence de la démobilisation de certains sur ceux maintenus sous les drapeaux, monotonie de la nourriture sans vivres frais, et d'autres causes mineures.

Mais il en est de plus subtiles. D'abord l'insuffisance de l'encadrement ; les déficits en officiers et officiers-mariniers variaient de 30 à 45 % sur les cuirassés. Certaines démobilisations, surtout dans le personnel de la machine, devaient être retardées pour ne pas mettre les bâtiments dans l'impossibilité d'appareiller.

Il y avait aussi l'incompréhension par les équipages du rôle que nous voulions jouer en Russie méridionale. Notre intervention, qui se voulait amicale, succédait à celle des Allemands qui s'étaient conduits en vainqueurs ; le peuple s'y méprenait. Malgré l'obstacle de la langue, avec la sympathie qui émane de leur caractère, les Russes faisaient sentir qu'ils ne comprenaient pas que nous leur fassions la guerre. Par contre, la propagande communiste n'avait pas de prise sur les permissionnaires, en général. Enfin, il y avait des causes propres à la vie à bord, aux habitudes de la marine, au caractère des Commandants, car si tous les grands bâtiments avaient, dans leur équipage, des éléments révolutionnaires, tous n'ont pas été contaminés. Il est manifeste que tout groupement d'hommes reflète le caractère de celui qui le dirige, cela est encore plus vrai sur un navire où tout le monde vit côte à côte, subit également les fortunes de la mer. Sans faire du Commandant un être à part, comme il l'était au temps de la marine à voile dans l'isolement de ses appartements, la tradition maritime l'oblige à mener une vie séparée de celle de son état-major et encore plus de son équipage. Même sur les petites unités, comme le *Protêt*, le Commandant prend ses repas seul, n'a de contacts avec ses subordonnés que dans les manœuvres de navigation ou à l'occasion des inspections hebdomadaires. Certains se satisfont de cette situation privilégiée, d'autres se rendent mieux compte que les matelots de notre siècle, recrutés non seulement parmi les pêcheurs du littoral, mais dans la population de la France entière, ont besoin de comprendre les motifs des ordres qu'ils reçoivent et d'être, en quelque sorte, associés à leur exécution.

Mais, si les interventions de mon père pour rectifier l'opinion erronée que l'Etat-major de la rue Royale, les Ministres de la Marine laissaient s'accréditer sur l'attitude générale des marins de l'escadre de la mer Noire, se heurtaient à un parti pris d'indifférence, c'est qu'en insistant sur les mutineries, il était facile de masquer la responsabilité de ceux qui avaient lancé l'armée et la marine dans l'aventure de cette campagne et n'avaient pas donné aux exécutants les moyens de la mener à bien.

Quel dessein Clemenceau poursuivait-il en signant avec la

Grande-Bretagne cet accord secret de décembre 1917, qui réservait à la France les côtes septentrionales des mers Noire et d'Azov comme "zone d'influence" ? Espérait-il ainsi sauver l'épargne française investie dans les chantiers navals de Nikolaïev et les mines du Donetz ?

Sans doute, le Gouvernement raisonnait-il sainement en craignant l'extension de l'idéologie messianique de la révolution communiste conjuguée avec l'impérialisme latent de la politique russe, mais comment pouvait-il envisager de l'endiguer avec quelques Divisions squelettiques d'une armée fatiguée par une guerre longue et meurtrière, qui ne songeait qu'à se démobiliser ? Comment le jacobin qu'était Clémenceau pouvait-il croire que le peuple russe se rallierait à un gouvernement imposé par l'étranger, sans idéal politique, et composé de personnalités qui incarnaient la décadence de la société tsariste ? Avait-il oublié que les armées populaires sont capables de gagner des victoires avec des fourches contre des canons ?

Au début de février 1919, l'un des membres de la conjuration contre Raspoutine, le Docteur Lazovert, avait prophétiquement déclaré au Haut-Commissaire : "La France n'a rien à faire en Russie, sinon de participer au "cordon sanitaire" dont il convient de l'entourer. La Russie ne se régénérera que par l'excès de ses souffrances, dans le sang et les larmes".

